

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le Grenelle de l'environnement

Quelques interrogations d'écologie politique

- Social -

Date de mise en ligne : vendredi 2 novembre 2007

Démocratie & Socialisme

Que le "Grenelle de l'environnement" débouche dans un proche avenir sur une véritable politique écologique de « rupture » certainement pas. Le modèle économique libéral s'en charge. Par contre que ce non événement ait été abondamment médiatisé même avec une rigueur parfois approximative là est très certainement le principal événement : faire le 20 Heures avec au moins un sujet dit "écolo" c'est en quelque sorte valider la réelle existence de grandes interrogations sur notre avenir commun. C'est nouveau et c'est déjà un petit pas vers demain... ainsi s'éloigne peu à peu le temps du discours tenu par le Président Bush [père] qui demandait des preuves « irréfragables » quant à une possible responsabilité des activités humaines sur les déséquilibres écologiques croissants et sur l'évolution du climat.

Mais l'objet de mon interrogation est ailleurs que dans une quelconque « Déception de Grenelle » elle porte sur l'avenir du Parti socialiste et de la Gauche.

Pourquoi établir une relation entre l'écologie et l'avenir de la Gauche ?

Fin août 2006 s'est tenue à Coutances, l'université d'été des Verts, et la présence de Nicolas Hulot et de Corinne Lepage à une table ronde sur « les perspectives de l'écologie en 2007 » a, en plus de jeter le trouble parmi les militants du parti écologiste, fait naître au sein du Parti socialiste l'idée soutenue par un certain nombre de camarades qu'un travail commun avec la Droite en matière d'environnement était possible voir souhaitable.

Ceci afin de faire face à la situation que tous les spécialistes qualifient de préoccupante.

Début novembre 2006 lancement du « Pacte écologique » de Nicolas Hulot.

Si le travail du journaliste qui alerte les consciences sur l'urgence écologique en regard de la dégradation de la planète face aux multiples agressions n'est pas contestable, son constat pourrait s'arrêter précisément là ou commence le champ politique. Mais non : Interviewé sur France Inter suite à son initiative il affirmait que l'urgence écologique est telle que dans ce domaine on ne peut plus s'arc bouter sur les vieilles notions de Droite ou de Gauche, et que la référence à ces idéologies relève d'une conception totalement « obsolète ».

Voilà de la Politique et de l'Idéologie bien dissimulées (volontairement ou involontairement) efficaces auprès d'un large public (voir les sondages relatifs à la popularité de N. Hulot pendant cette période) efficaces même auprès de deux de nos candidats (à la candidature).

Le Grenelle de l'environnement a réactualisé cette réflexion latente tant dans la pensée collective que chez nos camarades du Parti. La situation (l'urgence écologique) nous est présentée comme si nous étions en situation de guerre face à une coalition ennemie : la dégradation de l'environnement et son impact sur la santé publique le changement climatique et ses multiples conséquences sur les populations et sur l'équilibre de l'économie mondiale.

Alors en situation de guerre le consensus ne s'impose-t-il pas ? Gauche et Droite même combat tous unis dans une collaboration de salut public, non ?

Face à cette présentation deux réponses :



Oui. Répondent certains camarades et envisagent un consensus et des actions communes Gauche et Droite pour lutter contre les multiples agressions faites à l'environnement, aux conditions de vie des populations et aux conséquences du changement climatique.

▶ Non. Répondent d'autres camarades, dont je suis, car il nous apparaît que nous ne sommes pas dans cette situation.

Pourquoi ?

Parce que c'est essentiellement le modèle économique le principal responsable de ces dégâts environnementaux et bien sûr sociaux : pillage de la planète (épuisement des ressources fossiles) destruction des écosystèmes (agriculture intensive) et des casses sociales (fermetures d'usines et délocalisations) et cela pour un maximum de profits et le plus immédiats possible.

Et ce modèle économique c'est bien celui promu par la Droite libérale, celle avec laquelle « on » pourrait envisager de collaborer. Nous sommes en pleine contradiction mais surtout le Parti risque d'y perdre son identité pour autant qu'il en ait encore une.

Nous convaincre que nous sommes dans cette « logique de guerre » pour évaporer la Gauche, là, est bien le piège tendu. C'est bien à une puissante idéologie que nous sommes confrontés, dont l'une des stratégies est précisément de brouiller toute référence Droite Gauche.

Et à la question : Pourquoi établir une relation entre l'écologie et l'avenir de la Gauche ?

Une possible réponse : Tout ne se passerait-il pas comme si "l'Environnement" devait servir de laboratoire d'essai à la dissolution du Politique. Le Politique étant entendu comme lieu d'élaboration de tout projet de société, projet alternatif au modèle dominant.

A terme assurer le triomphe de l'idéologie libérale car « la politique c'est l'horreur » n'est-ce pas ?

L'expérience consisterait, par de quotidiennes perfusions médiatiques, à réussir la dilution de la Gauche dans la Droite puis à anesthésier toute volonté par la dissolution de l'action politique dans une vision commune dite, « intelligente » ou « responsable »... dans un pragmatisme obligé et coloré de bonne conscience.

Et ce n'est malheureusement pas la réponse actuelle du Parti socialiste qui pourra alerter les camarades et les consciences sur le danger qui menace son identité et celle de la Gauche. La réflexion me semble s'y être légèrement assoupie cet automne.

Avec pour illustration cette initiative du bureau national qui a décidé que le développement durable était fondamentalement de gauche avec pour argument le fait que :

« C'est la traduction dans le temps et dans l'espace d'un idéal qui est au coeur du projet socialiste : la solidarité, entre les hommes et les femmes de notre planète, mais aussi entre les générations ».

Comme si les Hommes de Droite n'avait pas, eux aussi, le souci de leurs générations futures, en particulier la

Quelques interrogations d'écologie politique

pérennisation de leurs privilèges et de leur capital... Affirmer que le Développement durable est de Gauche est du domaine du discours incantatoire.

Peut-être n'est-il pas inutile de se rappeler que l'idée de Développement a été lancée par le Président Truman lors d'un discours sur l'état de l'Union en janvier 49, que la notion de Développement Durable a été introduite dans le Droit français par Michel Barnier (loi du 2 fév.95). Pas vraiment des hommes de gauche.

Le concept de Développement durable ne me semble pas être le mot de passe que l'on tente de nous imposer comme universel, car celui-ci ne peut se définir hors d'un projet politique.

C'est ce que nous avons essayé de faire entendre au Congrès de Dijon, apparemment sans résultat. L'enveloppe du développement durable convient très bien à l'idéologie libérale. Logique donc, que face à l'inquiétude croissante des populations et pour continuer son marché de profits, la sphère capitaliste intègre les critères fondamentaux et bien malléables du développement durable que sont " la prudence écologique et l'efficacité économique ". Et logique aussi que Jacques Chirac (discours d'Orléans et de Johannesburg) en ait fait la promotion (Charte de l'environnement adossée à la Constitution).

Quant au Grenelle de l'environnement : Bien évidemment que nombre de décisions (à venir) seront positives. Elles relèvent tout simplement d'une évidence : sur une planète finie on ne peut prélever des ressources à l'infini. Changement climatique ou pas, il fallait -il faut- interrompre cette logique.

Bien évidemment aussi, que la sphère du Capital y trouvera son compte. C'est habile et difficilement contestable car les mesures retenues (envisagées) telles que la réhabilitation des logements sociaux, mise aux nouvelles normes, transports alternatifs ... sont essentiellement des mesures qui vont booster les entreprises (du bâtiment par exemple). Pouvons-nous formuler le souhait que ces entreprises créent, en retour, des emplois d'autant qu'elles bénéficient pour l'heure d'une publicité gratuite : le Gouvernement Sarkozy et les médias s'en chargent.

Tout comme le chantier de démolition du Droit du travail est en pleine activité, celui de la cohérence de la pensée l'est aussi : à "Grenelle" on nous culpabiliserait de ne pas réduire notre impact écologique, à "Matignon" on nous inciterait fortement à consommer plus pour assurer la survie de notre économie. Consommer plus pour produire plus, dans une mondialisation de la croissance de l'exploitation des Hommes et des ressources naturelles.

Ne nous serions nous pas engagés sur un mortel chemin ? Attention aussi de ne pas faire du Développement Durable un objet de consommation parmi d'autres.

Attention surtout aux conséquences de nos choix. Exemple : les cultures destinées à présent aux Biocarburants au détriment du secteur alimentaire, font ainsi augmenter les prix des denrées de base voire priveront certains pays pauvres, de leur autosuffisance alimentaire. Explosif à terme.

Répondre aux défis écologiques majeurs, et instaurer une véritable justice sociale, ne peut se concevoir que dans une réinvention de notre modèle économique et d'une autre redistribution des richesses. C'est une entreprise considérable et la page blanche fait peur y compris à notre Parti, même si la nécessité de ce travail avait déjà été soulignée par F. Hollande au colloque environnement de janvier 99 : « il nous faut promouvoir une autre logique, un autre mode de développement une autre façon de produire et de consommer ».

Et qu'a-t-on fait depuis ?

Quelques interrogations d'écologie politique

Des projets, des projets.

D'ailleurs n'avons-nous pas sur le métier un autre projet ?

Jean-Pierre Anazel, animateur de la commission *Ecologie politique*, Parti socialiste Fédération du Calvados